



Budget fédéral 2021 : le moment est venu d'augmenter le Transfert canadien en matière de santé

MONTRÉAL, 4 mars 2021 – Les premiers ministres des provinces et territoires¹ ont tenu aujourd'hui une conférence de presse virtuelle afin de réitérer leur appel au premier ministre fédéral d'augmenter considérablement le Transfert canadien en matière de santé (TCS) dans le prochain budget fédéral. La santé est la priorité numéro un des Canadiens. Maintenant plus que jamais, ils souhaitent que leurs systèmes de soins de santé soient financés de manière adéquate dans le cadre d'un partenariat renforcé entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Tous les gouvernements se concentrent actuellement sur la pandémie de COVID-19, et travaillent ensemble pour faire face à cette crise. Il n'en demeure pas moins qu'il y a un urgent besoin que le gouvernement fédéral procède à un investissement immédiat et à long terme permettant d'assurer la pérennité de nos systèmes de soins de santé pour l'avenir. L'actuelle pandémie et ses impacts sur les systèmes de soins de santé, déjà soumis à des pressions financières importantes, illustrent le risque associé à la prise d'action tardive et confirment la nécessité de soutenir nos systèmes de soins de santé de façon souple et prévisible.

Les Canadiens doivent avoir l'assurance que les services de soins de santé seront disponibles au moment où ils en auront besoin. Ils méritent d'avoir accès rapidement à des soins primaires de haute qualité, à des services diagnostiques, aux technologies de pointe ainsi qu'à du soutien en matière de santé mentale. La capacité des provinces et des territoires à fournir ces services a été affaiblie par le désengagement financier dont a fait preuve le gouvernement fédéral au fil du temps.

Un financement additionnel, immédiat et soutenu est requis afin d'assurer la disponibilité de ces services et de répondre aux besoins d'une population croissante et vieillissante, de rattraper les retards accumulés au niveau des chirurgies non urgentes, des traitements et des diagnostics.

Pour atteindre ces objectifs, un nouveau partenariat financier est essentiel. Les provinces et les territoires paient actuellement 78 % des coûts des soins de santé. Si rien n'est fait, la part du gouvernement fédéral continuera de diminuer. Les premiers ministres pressent le gouvernement fédéral d'accroître immédiatement sa contribution aux coûts des soins de santé en la faisant passer de 22 % à 35 % des dépenses de santé des provinces et des territoires, représentant une augmentation de 28 milliards de dollars, passant alors de 42 à 70 milliards, et de la maintenir à ce niveau au fil du temps à l'aide d'un taux de croissance annuel minimal de 5 %.

Une analyse récente des ministres des Finances des provinces et des territoires démontre qu'une fois la pandémie de COVID-19 terminée, la situation financière du gouvernement fédéral s'améliorera rapidement, tandis que les provinces et les territoires feront face à un risque de déficits successifs et croissants, principalement en raison des pressions financières occasionnées par les coûts des soins de santé.

¹ En raison de l'élection provinciale en cours, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador est actuellement en période de transition et ne peut participer.

La hausse du TCS proposée par les premiers ministres permettrait d'améliorer les soins de santé en assurant la stabilité et la pérennité des services auxquels les Canadiens accordent beaucoup d'importance, et ce, par l'entremise d'un partenariat financier renouvelé et renforcé entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces et des territoires.

Projections financières
(en milliards de dollars)

	2021- 2022	2025- 2026	2030- 2031	2035- 2036	2039- 2040
Gouvernement fédéral					
Solde budgétaire	- 130,5	- 23,2	- 13,5	15,7	50,9
Provinces et territoires					
Solde budgétaire	- 46,5	- 63,1	- 102,5	- 154,6	- 207,9

Source : Projections du Conference Board du Canada, basées sur des scénarios spécifiques demandés

CITATION

« Le premier ministre Trudeau a reconnu que le gouvernement fédéral doit accroître son financement des soins de santé, mais propose de se concentrer sur un financement à court terme et ciblé au lieu de privilégier le long terme. Le gouvernement fédéral a les moyens financiers et la marge de manœuvre nécessaires. Le prochain budget fédéral lui offre l'occasion de devenir un véritable partenaire financier afin d'assurer l'avenir des systèmes de santé au Canada. »

– François Legault, président du Conseil de la fédération et premier ministre du Québec.

QUELQUES FAITS

- Avant la pandémie, les provinces et les territoires s'attendaient à dépenser 188 milliards de dollars pour les soins de santé en 2020-2021. La contribution du gouvernement fédéral, versée par le biais du TCS, devrait être de 42 milliards de dollars cette année, soit environ 22 % de ces dépenses totales.
- Les soins de santé coûtent plus d'un demi-milliard de dollars par jour et l'on prévoit que ces coûts augmenteront à un rythme annuel moyen de 5 %, alors que la croissance actuelle du TCS est d'environ 3 %. Cet écart appliqué au montant annuel de 188 milliards de dollars représente un important déficit dont les effets se cumulent au fil du temps. Les facteurs de croissance des coûts incluent le vieillissement de la population et la croissance démographique, les médicaments et les technologies – auxquels s'ajoutent les nouveaux coûts ainsi que ceux à long terme associés à la pandémie de COVID-19.

- 30 -

Les médias sont priés de s'adresser à :

Ewan Sauves
Attaché de presse, Cabinet du premier ministre
Gouvernement du Québec
514 585-4451
ewan.sauves@mce.gouv.qc.ca

Loretta O'Connor
Directrice exécutive
Secrétariat du Conseil de la fédération
613 863-8448
Loretta@canadaspremiers.ca